



D I A G N O S T I C
A S S I S T A N C E
T E C H N I Q U E



IFSTTAR
ROUTE DE BOUAYE
CS 4

44344 BOUGUENAI
A l'attention de M JEAN PIERRE DE KERLEAU

Remis contre accusé de réception

**EVALUATION DE L'ETAT DE
CONSERVATION DES MATERIAUX OU
PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**

**LISTE B DE L'ANNEXE 13-9
DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE**

Code prestation : CDAM0160 - 6

RAPPORT N°:
A315385650_01_BOUGUER

Lieu d'intervention :
**BOUGUER
ROUTE DE BOUAYE
CS 4**

44344 BOUGUENAI

N° D'AFFAIRE : A315385650 / 01
RAPPORT ETABLI LE : 07/12/2015



Agence de Nantes

5 rue de la Johardi re CS 20289
44803 SAINT HERBLAIN CEDEX
N° SIRET : 41967142500215
Tél : 0240388000 - Fax : 0240920852

Agence de Nantes

5 rue de la Johardi re CS 20289
44803 SAINT HERBLAIN CEDEX

Tél. : 0240388000
Fax : 0240920852
SIRET : 41967142500215

BOUGUER
ROUTE DE BOUAYE
CS 4
44344 BOUGUENNAIS

Date d'intervention : 07/12/2015
Date de la commande : 21/08/2015

EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

CDAM0160 - 6



Adresse d'expédition : IFSTTAR
ROUTE DE BOUAYE
CS 4
44344 BOUGUENNAIS

A l'attention de M JEAN PIERRE DE KERLEAU

Intervenant :
Mme Hélène GICQUEL

Signature :



Accompagné par :
Mr JEAN-PAUL DE KERLEAU
Rendu compte   :
Rendu compte   :
Mr JEAN-PAUL DE KERLEAU

Ce rapport comprend 15 pages.
Il est remis contre accusé de réception.

Avertissement : Le présent document ne peut être reproduit que dans son intégralité

SOMMAIRE

1. SYNTHÈSE DES RESULTATS	5
1.1. Conclusions	5
1.2. Obligations du propriétaire	5
1.3. Préconisations	5
2. GENERALITES	7
2.1. Objectif de la prestation	7
2.2. Références réglementaires	7
2.3. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation	7
2.4. Rapport(s) précédent(s)	7
3. DESCRIPTION DU OU DES IMMEUBLES BATIS	8
3.1. Propriétaire du ou des immeubles bâtis	8
3.2. Périmètre de la prestation	8
4. SCHEMA DE LOCALISATION	9
5. CRITERES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIE A LEUR ENVIRONNEMENT	11
6. CERTIFICAT DE COMPETENCE	13
7. ATTESTATION D'ASSURANCE	14

1. SYNTHÈSE DES RESULTATS

1.1. Conclusions

Nous avons étudié l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante figurant dans la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique.

Les conclusions conduisent aux obligations réglementaires suivantes :

Locaux ou zone homogène nécessitant une évaluation périodique de l'état de conservation (EP)

LOCALISATION BATIMENT(S), ETAGE(S), LOCAUX OU ZONES HOMOGENES	MATERIAUX ET PRODUITS
REZ DE CHAUSSEE LOCAL B0T1	PLANCHERS ET PLAFONDS / GAINE / PLAQUE PLANE - RECOUVRE CHEMIN DE CABLES
REZ DE CHAUSSEE LOCAL B0C4B	PLANCHERS ET PLAFONDS / GAINE / PLAQUE PLANE - RECOUVRE CHEMIN DE CABLES

1.2. Obligations du propriétaire

PRECONISATIONS : article R 1334-27/28/29 du Code de la Santé Publique

EP : Evaluation périodique de l'état de conservation

Le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate. Il convient de :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

1.3. Préconisations

Le présent document constitue un élément important du dossier technique amiante qui doit être mis à jour et tenu à la disposition :

- des occupants de l'immeuble, des employeurs, des représentants du personnel et des médecins du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail

et communiqué :

- aux opérateurs de repérage amiante pour les diagnostics avant démolition totale ou partielle.
- toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti
- aux personnes mentionnées à l'article 1334-29-5, paragraphe 2, 2^{ème} alinéa.

Toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant, doit être avertie de la présence d'amiante.

L'opération de repérage devra être étendue aux locaux fermés ou non visités.

Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le cadre du code du travail. Elles comprennent notamment l'obligation d'élaborer une analyse de risque et un mode opératoire pour éviter toute action pouvant libérer des fibres dans l'air (ponçage, frottement, perçage, découpage...).

Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de suppression de l'amiante et à une entreprise spécialisée pour réaliser les investigations approfondies avec sondages destructifs et les travaux de

démolition conformément aux recommandations de la CNAMTS, des CARSAT – CRAM – CGSS, des guides de l'INRS et de l'OPPBTP, et des directives de l'inspection du travail.

2. GENERALITES

2.1. Objectif de la prestation

La prestation a pour objectif de réaliser l'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produits contenant de l'amiante figurant dans la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique dont le propriétaire doit disposer pendant l'exploitation de son immeuble.

2.2. Références réglementaires

Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du code de la santé publique),
Décret n° 2010 – 1200 du 11 octobre 2010 pris en application de l'article L 271-6 du code de la construction et de l'habitation,
Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)
Articles R 1334-15 à R 1334-18, article R 1334-21 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

2.3. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation

Cette prestation ne comprend aucun repérage de matériaux contenant de l'amiante.

Le présent document concerne l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante figurant dans la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, visibles et accessibles. Il n'exclut pas la présence d'amiante dans d'autres parties d'ouvrage.

Locaux en exploitation / Présence de personnel et de mobilier

2.4. Rapport(s) précédent(s)

Les rapports précédents relatifs à l'amiante qui nous ont été remis avant la visite sont :

REFERENCE DU RAPPORT	ORGANISME EMETTEUR	DATE	TYPE DE REPERAGE	CONCLUSIONS
06199263	APAVE Nord Ouest SAS	09/05/2006	Annexe 13-9	Présence d'amiante

Notre rapport prend en compte les documents techniques fournis en l'état.

3. DESCRIPTION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

BATIMENT A USAGE INDUSTRIEL ET DE BUREAUX

3.1. Propriétaire du ou des immeubles bâtis

Nom ou raison sociale : IFSTTAR
Adresse : ROUTE DE BOUAYE CS 4
Code postal : 44344
Ville : BOUGUENAIS

3.2. Périmètre de la prestation

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant Apave a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.

4. SCHEMA DE LOCALISATION

Schéma 1er étage

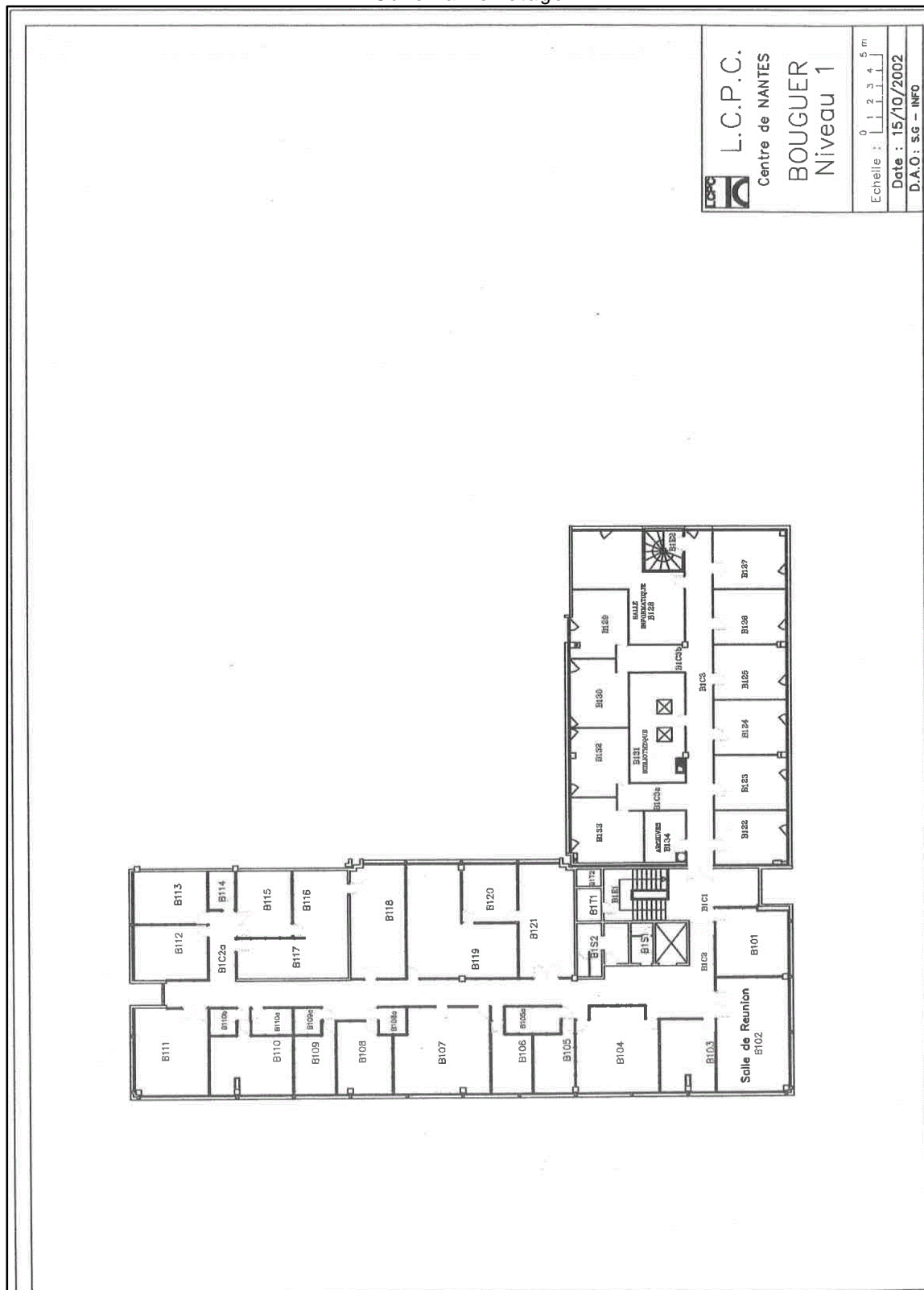
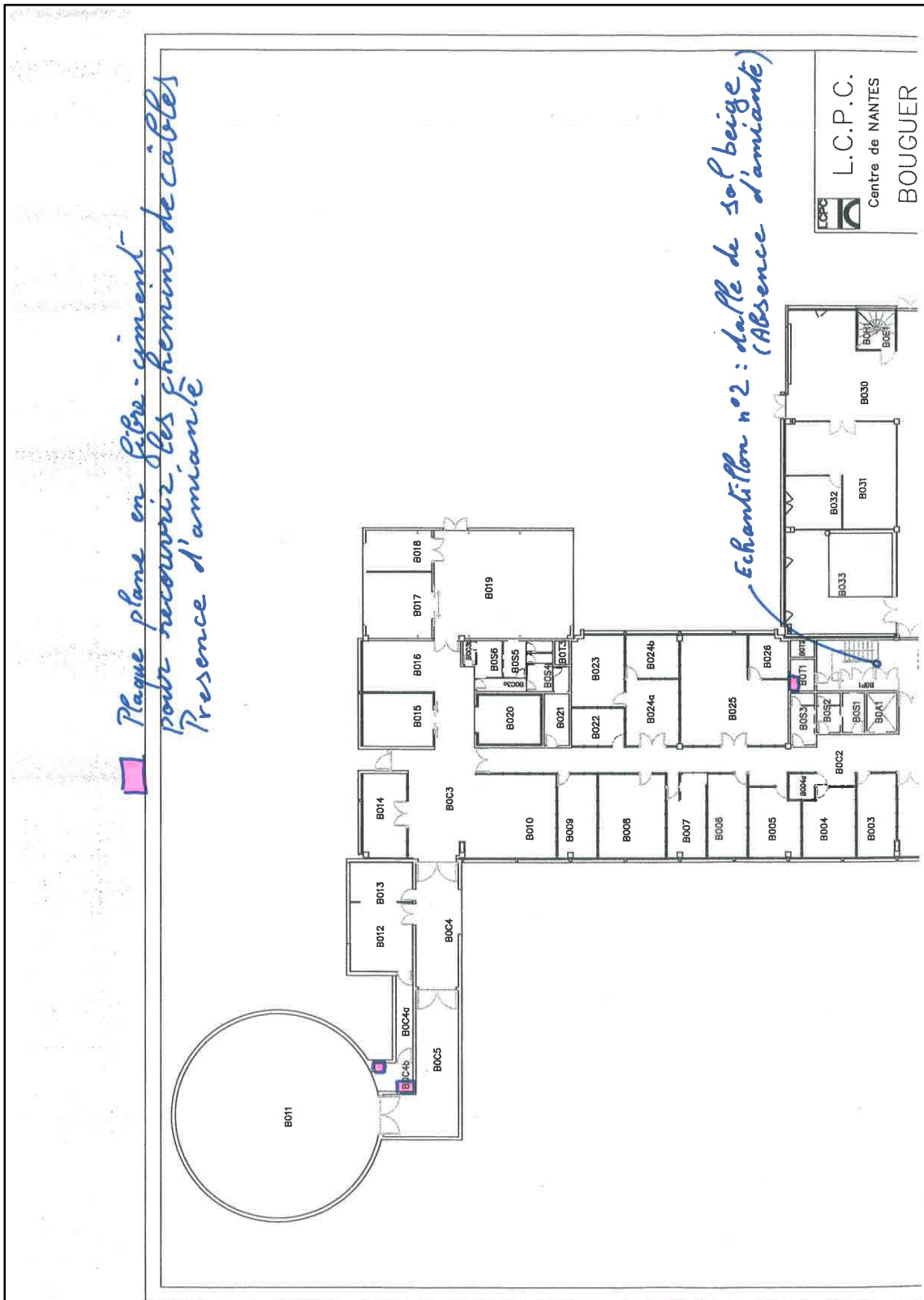


Schéma 1 RDC



5. CRITERES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIE A LEUR ENVIRONNEMENT

N° de dossier	01	Obligation réglementaire en fonction du résultat		
Date de l'évaluation	07/12/2015	<input checked="" type="checkbox"/>	Recommandation EP	Contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux et/ou produits
Bâtiment	BOUGUER	<input type="checkbox"/>	Recommandation AC1	Action corrective de 1 ^{er} niveau
Local ou zone homogène	Rez de chaussée-Local B0T1-Plaque plane - Recouvre chemin de câbles	<input type="checkbox"/>	Recommandation AC2	Action corrective de 2 ^{ème} niveau
Matériau ou produit	Planchers et plafonds / Gaine / Plaque plane - Recouvre chemin de câbles			

GRILLE D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B

Etat de conservation du matériau et produit			Risque de dégradation	
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>				EP
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		Risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/>	EP
			Risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1
			Risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/>	EP
		Ponctuelle <input type="checkbox"/>	Risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>		Risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
		Généralisée <input type="checkbox"/>		AC2


N° de dossier	01	Obligation réglementaire en fonction du résultat		
Date de l'évaluation	07/12/2015	<input checked="" type="checkbox"/>	Recommandation EP	Contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux et/ou produits
Bâtiment	BOUGUER	<input type="checkbox"/>	Recommandation AC1	Action corrective de 1 ^{er} niveau
Local ou zone homogène	Rez de chaussée-Local B0C4b-Plaque plane - Recouvre chemin de câbles	<input type="checkbox"/>	Recommandation AC2	Action corrective de 2 ^{ème} niveau
Matériau ou produit	Planchers et plafonds / Gaine / Plaque plane - Recouvre chemin de câbles			

GRILLE D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B

Etat de conservation du matériau et produit		Risque de dégradation	
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>			EP
	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		Risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/> EP
			Risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/> AC1
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>			Risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/> EP
		Ponctuelle <input type="checkbox"/>	Risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/> AC1
			Risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/> AC2
	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>		
		Généralisée <input type="checkbox"/>	AC2

6. CERTIFICAT DE COMPETENCE

Le présente rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : Bureau Veritas Certifications





Certificat
Attribué à

Madame Hélène GICQUEL

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES			
	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat
Amiante	Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	24/07/2013	23/07/2018
DPE sans mention	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification	18/09/2013	17/09/2018
Electricité	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification	18/09/2013	17/09/2018
Gaz	Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification	24/07/2013	23/07/2018
Termites metropole	Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification	21/10/2013	20/10/2018

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : www.bureauveritas.fr/certification-diag





Date : 25/10/2013
Numéro de certificat : 2630382

Jacques MATILLON
Directeur Général

P/O [Signature]

BUREAU EN CHARGE : Bureau Veritas Certification France – 60, avenue du Général de Gaulle – 92046 Paris La Défense
BUREAU EMETTEUR : Bureau Veritas Certification France – 41, chemin des Peupliers – BP 58 – 69573 Dardilly Cedex



cofrac
CERTIFICATION
DE PERSONNES
ACCREDITATION
N°4-0087
portée disponible
sur www.cofrac.fr

7. ATTESTATION D'ASSURANCE

Contrat RC n° 5271124804 1/2



AXA France IARD
DIRECTION ENTREPRISES
Production R.C. – Grands Comptes
Télécopie 01.57 65 07 90

ATTESTATION

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313, Terrasse de l'Arche – 92727 NANTERRE Cedex, agissant en qualité d'apôtre en coassurance à 60% avec GENERALI, atteste par la présente que l'assuré :

APAVE
191 rue Vaugirard
75015 PARIS

Agissant tant pour son compte que pour celui de **APAVE NORD-OUEST SAS**.

est couvert contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés dans le cadre de l'exercice de sa profession, par le contrat n° 5271124804, souscrit auprès de notre Société, pour les activités et les montants de garanties suivants :

Activités assurées

Prestations techniques (y compris maintenance) et intellectuelles pour la maîtrise des risques humains, techniques et environnementaux, articulée autour des principaux métiers suivants :

- inspection et vérification des installations techniques, équipements et process
- bâtiment et génie civil
- essais, mesures et métrologie
- conseils
- formation
- certification, contrôle, qualification et homologation

y compris vente de produits dans le cadre de ces activités, à destination de tous les secteurs d'activité.

A l'exclusion :

- des missions de Contrôle Technique relevant de la loi Spinetta visées à l'article L 111.3 du Code de la construction et de l'habitation
- des travaux de désamiantage (enlèvement de l'amiante friable et non friable)
- des activités de classification et certification de navires et unités offshore.

Cette attestation est notamment délivrée dans le cadre des activités de diagnostics amiante, plomb et déchets de construction.

Contrat RC n° 5271124804 2/2



TABEAU DE GARANTIES

Les garanties s'exercent à concurrence des montants suivants :

Nature des garanties	Limites des garanties
Responsabilité Civile Exploitation / Après Livraison / Professionnelle	
Limite générale « Tous dommages corporels, matériels et immatériels » confondus <i>Sans pouvoir excéder pour :</i>	5 000 000 € par année d'assurance
a) les dommages immatériels non consécutifs	5 000 000 € par année d'assurance
b) les atteintes à l'environnement accidentelles sur sites des assurés non soumis à Autorisation ou Enregistrement	2 500 000 € par année d'assurance
c) tous dommages corporels, matériels et immatériels aux Usa/Canada	5 000 000 € par année d'assurance
sous-limités :	
c.1) Dommages immatériels aux USA CANADA	1 000 000 € par année d'assurance
d) tous dommages causés par l'amiante et le plomb *	2 500 000 € par année d'assurance *

***Il précisé que cette garantie s'exerce également dans la limite des montants de garanties précités ou indiqués aux conditions particulières, en fonction de la nature des dommages.**

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2016 au 31/12/2016** inclus sous réserve du règlement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 10/12/2015
 Pour servir et valoir ce que de droit.

POUR L'ASSUREUR :


 COURTIER EN ASSURANCE
 Adresse postale :
 2, rue de Kerogan - CS 44012
 29335 QUIMPER cedex
 Tél : 02 98 41 41 10 Fax 0 820 209 242
 e-mail : c.a.s.a.fr - www.verlinguo.fr